

ElfeTerria



Article par Violaine du Pontavice, avocat,
spécialiste en droit de l'environnement

Pendant des années, fort a été de constater que la RSE, n'était pas contraignante. De nombreux articles d'éminents professionnels du droit ont souvent décrit la RSE, comme une réglementation de droit mou. En effet, d'une obligation de faire, aucune sanction pécuniaire et/ou pénale n'est prévue en cas de non-respect de celle-ci. Le législateur a dû penser que se suffisait à elle-même, l'atteinte à l'image, sanction suprême pour les entreprises. Mais comme on pourra le constater le législateur a décidé d'innover en sanctionnant le dirigeant ou l'entreprise devant les juridictions pénales en cas d'absence de certification du rapport de durabilité.

Cette évolution doit elle être appréciée comme une nouvelle contrainte pour les entreprises ou comme un levier de croissance ? Cet article est la suite du précédent article : « Les nouveaux enjeux RSE : de la soft law à la hard law ? »¹

Après un rappel de ce qu'est la RSE (i), nous verrons les opportunités pour les entreprises de faire de ses nouvelles obligations un levier de croissance (II).

I : QU'EST-CE QUE LA RSE ?

La responsabilité sociétale des entreprises a été définie en 2011 par la Commission Européenne comme étant « *la responsabilité des entreprises vis-à-vis des effets qu'elles exercent sur la société* ». Elle représente ainsi la contribution des entreprises au développement durable par la prise en compte des préoccupations sociales et environnementales dans leurs activités. L'enjeu pour les entreprises est d'avoir, en résumé, un impact positif sur la société tout en développant leur activité.

La Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) englobe un large éventail d'enjeux qui touchent à la manière dont une entreprise interagit avec ses parties prenantes, y compris ses employés, ses clients, la société dans son ensemble, ainsi que l'environnement.

1. Responsabilité environnementale

Elle concerne les actions et les politiques mises en place par une entreprise pour réduire son empreinte environnementale, telles que la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la gestion durable des ressources naturelles, la réduction des déchets et l'efficacité énergétique.

2. Responsabilité sociale envers les employés

Soit la manière dont une entreprise traite ses équipes, y compris la garantie de conditions de travail sûres et équitables, le respect des droits humains au travail, la promotion de la diversité et de l'inclusion, ainsi que la formation et le développement des compétences.

¹ [les enjeux de la RSE hard law.pdf](#)



3. Responsabilité économique

Achats responsables, optimisation des coûts, transparence envers les parties prenantes... autant d'actions en matière d'économie qui visent à créer une politique RSE centrée sur son écosystème dans le but de transformer durablement son système économique.

4. Gouvernance d'entreprise responsable

Par gouvernance, on entend l'ensemble des règles et pratiques qui dirigent et contrôlent une entreprise. La mise en place de pratiques de gouvernance transparentes et responsables, la garantie de l'indépendance du conseil d'administration, la prise en compte des intérêts des actionnaires et des autres parties prenantes sont quelques exemples applicables pour répondre à ce quatrième enjeu.

La RSE dans sa globalité devient un véritable enjeu pour les entreprises : économiques, sociaux, environnementaux et de gouvernance.

II : LES NOUVEAUX ENJEUX D'UNE POLITIQUE RSE POUR LES ENTREPRISES : UNE OPPORTUNITE D'EN FAIRE UN LEVIER DE CROISSANCE

La RSE est une démarche collaborative. En mobilisant l'ensemble des acteurs de la vie de l'entreprise (collaborateurs, partenaires, fournisseurs, clients...), les actions de RSE mises en place vont impacter directement l'entreprise. Et si de la contrainte on changeait de paradigme pour faire de ses nouveaux enjeux un levier de croissance pour l'entreprise ?

On peut effectivement s'interroger à quoi va servir toutes ces nouvelles réglementations qui à date sont souvent vues comme une contrainte de plus pour les entreprises.

LA RSE COMME LEVIER DE CROISSANCE

Dans un contexte hautement concurrentiel, la RSE va permettre à une entreprise de se différencier positivement, elle représente donc un avantage concurrentiel certain. En effet, une entreprise plus responsable renforce son image de marque et gagne en attractivité auprès des prospects et des clients. Selon une étude réalisée par l'agence Elan Edelman, environ deux tiers des consommateurs français (65 %) choisissent d'acheter (ou au contraire de boycotter !) une marque en fonction de ses prises de position.²

Une démarche engagée de RSE va ainsi directement impacter les résultats de l'entreprise. En outre, en prenant en considération la dimension sociale, environnementale et économique, l'entreprise va pouvoir mieux évaluer ses projets et les prioriser. Cela lui permet de réduire ses coûts de fonctionnement mais aussi d'améliorer la qualité de ses produits.

La prise en compte de ces dimensions, ainsi que la veille et les benchmarks réalisés dans ce cadre, permettent à l'entreprise d'anticiper les évolutions du marché. C'est un formidable levier pour stimuler l'innovation, et donc, là encore, d'avoir de nouvelles perspectives de développement.

LA RSE POUR RENFORCER LA COHÉSION D'ÉQUIPE ET LE SENTIMENT D'APPARTENANCE

Une politique RSE forte va renforcer l'engagement et l'implication des collaborateurs. Le partage de valeurs favorise en effet le sentiment d'appartenance et donne du sens à l'activité. Les nouveaux talents ont d'ailleurs à cœur d'évoluer dans une entreprise avec une image positive et un engagement marqué. La RSE permet également de

² [Edelman Earned Brand 2018 | Edelman France](#)



fidéliser ces talents et de renforcer leur implication, ce qui permet d'augmenter la productivité.

Quelques chiffres du Baromètre national de perception du MEDEF permettent de mieux comprendre l'importance de la RSE dans une entreprise :³

83 % des salariés déclarent avoir plaisir à travailler dans une entreprise qui applique une stratégie RSE (contre 64 % seulement dans une entreprise qui n'en serait pas dotée) ;

51 % des travailleurs refusent de travailler pour une société qui n'a pas d'engagement environnemental ou social fort ;

58 % des interrogés estiment que la RSE est un critère important dans le choix de leur travail ;

70 % des salariés déclarent qu'ils seraient plus « fidèles » et plus « loyaux » envers leur entreprise si elle était réellement investie dans une démarche de responsabilité.

L'étude de Cone Communications, CSR Study, confirme le rôle capital de la RSE auprès des collaborateurs :⁴

55 % des salariés déclarent que l'engagement social ou environnemental d'une entreprise est un critère plus important que le salaire. Ce chiffre atteint même 71 % chez les Millenials;

Les salariés pouvant bénéficier d'initiatives de la part de leur employeur pour s'engager sont plus fiers de leur entreprise (90 % contre 66 % pour un collaborateur à qui aucune initiative n'est proposée) ;

Les collaborateurs estiment être plus épanouis (80 % contre 62 %) et plus adhérer aux valeurs et à la culture de l'entreprise (81 % contre 58 %).

Pourquoi intégrer la RSE à sa politique d'entreprise ?

Nonobstant les contraintes réglementaires, l'intégration de la RSE à sa politique d'entreprise présente de nombreux avantages, tant pour l'entreprise elle-même que pour la société dans son ensemble. On peut par exemple citer :

1. Création de valeur partagée : La RSE permet de créer de la valeur à la fois pour l'entreprise et pour la société en répondant aux attentes des parties prenantes telles que les clients, les salariés, les investisseurs, les fournisseurs et les communautés locales.

2. Gestion des risques : Adopter une approche RSE permet de mieux gérer les risques, notamment en matière de réputation, de conformité réglementaire, de changement climatique, de droits humains, etc.

3. Avantage concurrentiel : Les entreprises engagées dans la RSE sont souvent perçues de manière favorable par les consommateurs et les investisseurs, ce qui peut leur donner un avantage concurrentiel sur le marché.

4. Attractivité pour les talents : Les entreprises ayant une politique RSE sont plus attractives pour les employés potentiels, en particulier pour les jeunes générations qui attachent de plus en plus d'importance à travailler pour des entreprises ayant des valeurs sociales et environnementales fortes.

5. Innovation et efficacité : La RSE encourage l'innovation et l'efficacité en incitant les entreprises à repenser leurs processus, leurs produits et leurs services afin de réduire leur impact environnemental et social.

6. Durabilité à long terme : En prenant en compte les aspects sociaux, environnementaux et économiques de leurs activités, les entreprises peuvent contribuer à leur propre durabilité dans le

³[15361-guide-synthese-barometre-rse-2023-v2.pdf](#)

⁴[cs-inc-cone-communications-en.pdf](#)



temps, ainsi qu'à celle des communautés dans lesquelles elles opèrent.

Le Premier Ministre a déclaré dans le Journal du Dimanche (20/10/24), vouloir un moratoire sur la CSRD et les réglementations environnementales : « un dispositif – une forme de moratoire par exemple – qui puisse reporter de deux ou trois ans les dates d'entrée en vigueur de réglementations très lourdes. »⁵

Selon un sondage PwC, la majorité des entreprises européennes considèrent aujourd'hui⁶ la CSRD non pas comme un fardeau administratif et réglementaire mais comme une opportunité de transformer durablement leurs modèles d'affaires.

Et si les nouveaux enjeux de la RSE étaient considérés non pas comme une contrainte mais comme un levier de croissance pour les entreprises ?

Changer de paradigme sur l'approche de la RSE pour donner du sens à l'entreprise dans sa globalité.

⁵<https://www.novethic.fr/economie-etsocial/transformation-de-leconomie/michel-barnier-csrd-simplification-transition-ecologique>

⁶ [la CSRD non pas comme un fardeau administratif et réglementaire, mais comme une opportunité](#)

